

Réussir la relance en renforçant notre maison européenne de la démocratie

Où en sommes-nous aujourd'hui?

1. Nous nous trouvons à un tournant critique dans notre réaction face à l'impact de l'épidémie de COVID-19 qui sévit aujourd'hui et soumet l'Europe, avec ses collectivités locales et régionales, à une pression sociale, économique, environnementale et financière sans précédent.
2. Nous, la famille PPE, sommes mobilisés pour une Union européenne qui trouve son point de départ dans nos villages, nos villes et nos régions. Nous sommes attachés à une économie sociale de marché qui soit forte, à une politique industrielle compétitive et ancrée dans les territoires, à ce bien-être qui forme un des traits marquants du mode de vie européen, ainsi qu'aux partenariats à niveaux multiples qui sont noués pour prendre au quotidien les décisions concernant les Européens et dont la pierre angulaire doit être la subsidiarité.
3. **Maintenant que, de la réaction d'urgence et du cycle des confinements et de leurs assouplissements, le curseur se déplace vers le passage à une économie locale résiliente et verte, nous affirmons que c'est de front qu'il faut mener la lutte contre la pandémie et conduire la reprise économique de l'après-COVID-19.**

Nous constatons avec beaucoup d'inquiétude que la crise pandémique risque de réduire à néant des décennies de progrès accomplis dans tous les territoires européens. Pareille menace perturbe au plus profond les dirigeants viscéralement attachés à la cohésion que nous sommes. À l'heure d'aujourd'hui, il ne peut être question d'agir à la petite semaine, mais, tout au contraire, de rebondir ensemble, pour nous projeter vers l'avenir.

Que voulons-nous et quels sont nos engagements?

4. Nous réaffirmons que la facilité pour la reprise et la résilience, qui, au cœur de NextGenerationEU, constitue l'outil privilégié de la relance, doit résolument adopter une perspective de gouvernance à niveaux multiples et répondre aux enjeux qui ont été cernés lors des analyses d'impact territorial.
5. **Nous invitons instamment les États membres à agir, au niveau politique le plus élevé, pour donner suite à la déclaration de la Commission européenne, à associer pleinement les collectivités locales à l'élaboration des plans nationaux pour la reprise et la résilience et à leur donner explicitement un rôle actif à tous les stades du processus, depuis la définition de ses priorités jusqu'à son dépôt final, en passant par l'examen de faisabilité de son calendrier et sa validation.**

Nous attirons l'attention sur les domaines phares prévus pour les investissements et les réformes, dont beaucoup recourent les champs de compétences des pouvoirs locaux et régionaux.

6. Nous sommes soucieux d'obtenir des résultats qui concordent totalement avec les attributions de nos communes et régions, notamment pour ce qui est de fournir des services publics, de soutenir l'économie locale et de développer des politiques qui favorisent l'emploi et la résilience sociale, en mobilisant à cette fin les ressources des régions, des États membres et de l'UE tout en intensifiant la coopération transfrontière, afin de parvenir à renforcer le marché intérieur et à en améliorer le fonctionnement.

Nous avons la conviction que grâce à la gouvernance à plusieurs niveaux, l'Europe pourra générer une reprise qui, faisant sentir plus rapidement ses effets, influera sur l'économie réelle et aura des retombées pour les citoyens, contribuant ainsi à développer et consolider la résilience sociale.

Vers une consolidation de notre maison européenne de la démocratie

7. Nous tenons à mettre en garde contre le manque d'efficacité dont pâtissent les approches qui, dans la conception, l'exécution et l'évaluation des interventions, ne bénéficient pas d'une coordination expressément voulue, concertée et cohérente entre les différents niveaux de gouvernance. Nous réitérons l'appel que nous avons lancé à tous les acteurs de la gouvernance pour que, guidés par un esprit de force dans l'unité comme dans la diversité, ils conjuguent leurs efforts avec ceux des dirigeants régionaux et locaux et qu'ainsi, ils confortent la confiance portée à la démocratie.
8. Les villes et les régions doivent pouvoir accéder aux ressources de manière équitable, en temps utile et dans une mesure suffisante. En agissant de la sorte, nous pourrions concilier les exigences fondamentales d'une gouvernance efficace et transparente avec celles d'une exécution améliorée des politiques publiques et, ainsi, donner à notre action des résultats bénéfiques pour nos citoyens et nos entreprises.
9. **Nous soulignons que nous nous devons de tirer parti du contexte actuel, qui est exceptionnellement favorable en ce qu'il est tout entier orienté, comme jamais il ne l'a été au cours de notre histoire, vers l'avenir de l'Europe et l'adaptation de notre modèle socio-économique face aux enjeux de l'avenir, laquelle s'effectuera grâce à la transition vers des modes de production et de consommation plus circulaires, durables et numériques, étant donné que dans la politique et l'action de l'UE, un déplacement d'accent s'opère maintenant, très opportunément, de la stratégie vers la réalisation concrète.**
10. Prenons appui sur nos forces respectives, tirons-en avantage pour affronter les défis asymétriques, qui ignorent les frontières administratives entre les échelons de l'Europe, du national, du régional et du local.

Nous appelons tous les intervenants à avoir conscience qu'il nous sera possible de mieux concevoir et mettre en œuvre des politiques qui présentent une valeur ajoutée dès lors que nous favoriserons

les partenariats conclus avec ou entre les pouvoirs locaux et régionaux, lesquels ne cessent de produire des exemples emblématiques d'instruments novateurs en matière de gouvernance.

Tout en réitérant notre attachement à l'État de droit, nous tenons par ailleurs à affirmer une nouvelle fois que les collectivités locales et régionales ne peuvent être pénalisées du fait des tergiversations des gouvernements nationaux.
